

FORMATION CROISÉE AVEC DES PARENTS D'ENFANTS PLACÉS



Laurent Sochard

Responsable du pôle Enfance du CNFPT à l'INSET d'Angers (Institut National Spécialisé d'Etudes Territoriales)

« Pourquoi l'assistante sociale, elle vient pas me voir quand j'emmène mon gamin à la pêche ou au foot ? » Cette simple phrase prononcée par un père peut ouvrir des trésors de réflexion et jeter un regard nouveau sur les relations parents-professionnels dans les situations de protection de l'enfance. Il y est autant question de comment un père aide son enfant à grandir même si celui-ci est confié à l'aide sociale à l'enfance, que de ce qu'un professionnel ne voit pas, ou de la demande de justice à l'égard de l'institution. Ne soyons pas naïfs, ces simples mots ne disent pas ce que les services de protection de l'enfance doivent faire après une visite à domicile. Pour autant, cela vaut la peine de s'y arrêter un peu, car il a fallu une longue histoire, pour qu'elle fût un jour prononcée par un père issu d'un milieu vivant la grande pauvreté. Et ce, dans une formation réunissant des parents d'enfants placés avec des professionnels de la protection de l'enfance, qui entreprennent de se former mutuellement¹. C'est cette histoire que je vais vous raconter.

Le Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT), organise à l'INSET d'Angers depuis 2000, ces formations atypiques appelées co-formations. Ces stages ouverts d'abord à tout cadre de la Fonction Publique Territoriale, réunissaient des professionnels de l'action sociale, mais aussi des bibliothécaires, des responsables de mairie annexes... L'idée cheminait depuis un moment de nous centrer sur la protection de l'enfance, car le sujet venait régulièrement lors des co-formations. Mais il s'agit du sujet le plus tendu et le plus délicat des relations parents-professionnels. Le plus douloureux aussi, pour les parents bien sûr, mais aussi, à un niveau différent, pour les professionnels, pris entre le devoir de protéger², et celui de ne pas séparer des familles indument. En 2010, nous étions prêts : la Loi du 5 mars 2007 réformant la protection de l'enfance faisant son chemin, de nombreux professionnels se posaient très concrètement la question de la meilleure façon de travailler avec les familles.

Le croisement des savoirs et des pratiques : un défi éthique et épistémologique

Les co-formations sont la résultante d'une méthode de dialogue et de partenariat avec les plus démunis, que le mouvement ATD Quart-Monde a mis au point au cours de deux programmes franco-belges de Recherche-Action-Formation : Quart Monde Université en 1996-1998, et Quart Monde Partenaires en 2000-2001. Ces deux programmes ont associé pour le premier des universitaires de différentes disciplines, et pour le second, des professionnels de différents domaines mandatés par leur institution, avec des militants du Mouvement ATD ayant vécu en vivant des conditions de grande pauvreté.

Le premier programme Quart-Monde Université part du constat que les populations en situation d'exclusion sont souvent objets de recherche sans en être les acteurs. La recherche et l'enseignement se privent ainsi d'une connaissance vécue de l'intérieur. Ce programme a fait travailler et

penser ensemble des universitaires et des personnes ayant l'expérience de la grande pauvreté, qui ont produit et publié cinq recherches sur cinq thèmes, dont le travail, la citoyenneté, la honte et la fierté.

Le second programme Quart Monde Partenaires s'est centré sur les incompréhensions réciproques entre les personnes en grandes difficultés, et les institutions et professionnels chargés de leur venir en aide. A partir de récits, écrits par tous, relatant les interactions entre personnes vivant la pauvreté, et des professionnels mandatés par leurs institutions, les acteurs ont croisé leurs analyses et cherché quelles sont les conditions les meilleures pour être acteurs ensemble.

C'est ainsi qu'est né le « croisement des savoirs et des pratiques », expression qui désigne à la fois une éthique, une épistémologie, une méthodologie particulière. Les co-formations en sont une dimension³. Le CNFPT a participé, dès 2000, à l'aventure. Depuis, de nombreuses co-formations ont été organisées en premier à l'INSET d'Angers⁴,

¹ Article 151-1 de la loi de lutte contre les exclusions « Les formations sociales définies par le schéma national susmentionné assurent à la fois une approche globale et transversale et une connaissance concrète des situations d'exclusion et de leurs causes. Elles préparent les travailleurs sociaux à la pratique du partenariat avec les personnes et les familles visées par l'action sociale. »

² Rappelons le poids énorme (charge mentale, responsabilité juridique voire pénale, et sentiment de culpabilité) auquel sont exposés les professionnels de la protection de l'enfance qu'une presse grand public n'hésite à pas à pointer du doigt de façon réductrice à chaque drame d'un enfant mort sous les coups de ses parents.

³ Il existe une charte du croisement des savoirs et des pratiques, téléchargeable sur le site www.atd-quartmonde.fr

mais aussi dans les délégations régionales (Aquitaine, Midi-Pyrénées, Poitou-Charentes, Nord Pas de Calais...). Ces démarches reposent sur une certitude : toute personne, même la plus démunie, détient les moyens de comprendre et d'interpréter sa propre situation. C'est l'analyse du vécu des personnes en situation de pauvreté qui est le point de départ d'une construction de savoirs croisés.

Un sujet douloureux : la protection de l'enfance

Depuis 2010, 4 co-formations centrées sur la protection de l'enfance ont eu lieu à Angers. Le fil conducteur est de réfléchir ensemble aux notions d'intérêt de l'enfant-intérêt de la famille et de projet pour l'enfant-projet de la famille. Impossible ici de résumer toute la portée et les enseignements de ce travail, mais entrons néanmoins dans la salle de formation, pour comprendre au travers de quelques moments-clés permet d'apprendre.

Une quinzaine de professionnels, la plupart de conseils généraux sont réunis avec cinq à six militants du mouvement ATD, qui vont être nos partenaires co-formateurs. A ATD, un militant du refus de la misère est quelqu'un qui vit ou a vécu des conditions de grande pauvreté et de misère. Ici, les militants ont un statut particulier, une responsabilité précise : amener vers nous les savoirs, la connaissance et l'analyse qu'ont les personnes de leur milieu. En aucun cas un militant n'est là pour raconter sa vie, et encore moins pour témoigner - c'est un impératif éthique - sauf à rompre l'égalité dans la discussion.

Entendre comment l'autre nous perçoit et comment il se perçoit

« Si on pouvait se voir avec les yeux des autres on disparaîtrait sur le champ » disait le pessimiste philosophe Cioran. Là, personne ne disparaît, mais le décor est vite planté, grâce à un exercice dit de photolangage. Dans les grandes

universités, quand un professeur prend possession d'une chaire, il fait sa conférence inaugurale dans notre stage, ce travail inaugural consiste à choisir une photo pour parler d'un mot. Chaque groupe d'acteurs doit choisir une photo représentant pour eux le mot « professionnel », et la présenter à l'autre groupe. Si les professionnels choisissent souvent, et on le comprend, des scènes parlant d'équipes (par exemple des coéquipiers sur un bateau : chacun à son poste, tous vers le même cap...), les militants choisirent en 2010 la photo d'une tour HLM qu'on fait implorer dans un quartier d'habitat social, avec cet unique commentaire : « Professionnels : le pouvoir de détruire, le pouvoir de construire ».

Les militants nous disent là la grande vulnérabilité qui est la leur, non pas celle due à leur condition d'exclus, mais leur vulnérabilité dans la relation aux professionnels et aux services sociaux. Ils disent le pouvoir que l'on a sur eux, ils disent l'espoir aussi : celui de construire ! Comme s'ils disaient : nous sommes entre vos mains, nous nous en remettons à vous.

Lors d'un autre stage, pour parler du mot « responsable », les militants avaient choisi une photo d'un œil en gros plan qui regarde fixement. Et ils ont simplement dit : « *Responsable du regard qu'on porte sur nous* ». Formidable équivoque par laquelle ils nous parlent de notre responsabilité de professionnels aussi bien qu'ils disent la leur. Ils avaient résumé là en une phrase, en une photo, la pensée d'un grand philosophe français, Emmanuel Levinas, qui toute sa vie a travaillé sur cette question, de la responsabilité à l'égard d'autrui, de la rencontre de l'autre, et du visage de l'autre qui nous convoque à l'humanité. Lui qui a écrit : « *Le moi, devant autrui, est infiniment responsable* », « *Autrui est visage* », « *Le lien avec autrui ne se noue que comme responsabilité* ». Les plus pauvres nous livrèrent là une leçon inaugurale qui résonne encore en bien des professionnels.

Lors du débat sur ce mot, les militants nous dirent comment celui-ci résonne en eux : « *Nous, on ne décide jamais rien pour nous-même,*



tout le monde décide pour nous », « *Il nous faut toujours prouver qu'on est responsable* ».

L'analyse des plus pauvres est irremplaçable et décisive

La matière principale du stage, ce sont des récits écrits par les participants, tranches de vie réelles mettant en scène une (des) personne(s) en difficulté et des professionnels. Ces récits sont ensuite analysés sous des angles précis par chaque groupe d'acteurs.

Un premier travail est de nommer la problématique qui traverse un récit. Les militants et les professionnels se séparent, lisent le récit, en formulent la problématique et se retrouvent pour confronter. Systématiquement depuis que j'anime ce stage les problématiques des militants sont plus pragmatiques, plus concrètes, mais aussi saisissent mieux la singularité des situations, tout en développant une approche globale, c'est-à-dire que les problématiques ne sont pas saucissonnées. C'est à chaque fois un choc pour les professionnels, une véritable prise de conscience. Une assistante sociale dira ensuite « *j'ai pris une claque, car les militants, eux posent d'emblée la question du retour de l'enfant, là où nous professionnels, nous n'avons rien dit* ». Isabelle Delens-Ravier, une des trop rares chercheuses à s'être intéressée de près aux parents d'enfants placés, déclarait : « *Les difficultés des familles ne sont pas entendues telles que les parents les identifient et les nomment*⁵ ». Cet exercice montre à chaque fois qu'on

⁴ Nouveau nom des ENACT depuis 2010.

⁵ Delens-Ravier Isabelle. *Le placement d'enfants et les familles, Recherche qualitative sur le point de vue de parents d'enfants placés*, Editions Jeunesse et droit: Liège-Paris, 2001. 172 p.

se prive là d'un ferment de travail essentiel.

Autre illustration de cet apport décisif : la question de la peur, qui envahit la relation. Nous disions, nous professionnels, « mais la peur c'est un sentiment » avec l'idée qu'un sentiment, ça passe, ce n'est pas très réel. Ça se balaie, comme on essuie une larme au coin d'un œil. Je me souviens d'un professionnel, à la restitution des Etats Généraux de l'Enfance, au printemps 2010 répétant à l'envi « il ne faut pas avoir peur, tout le monde peut avoir des difficultés, n'y a pas de raisons d'avoir peur, nous sommes là pour aider ceux qui souffrent ». Et bien si ! Il y a des raisons d'avoir peur, beaucoup de raisons. Et vous, militants, vous nous avez appris que la peur des services sociaux qui habite les personnes en très grande difficulté est plus qu'un sentiment : c'est la résultante d'un savoir de vie profondément ancré. L'une de vous a pris la parole, et expliqué : « *C'est de par la vie en fait, la peur, c'est quelque chose qui est inscrit dans notre histoire, c'est dans ce sens-là qu'on dit que c'est pas qu'un sentiment. Vivre dans la misère, c'est vivre dans la peur* ». La peur est donc un savoir d'expérience...

Et puis vous, militants, nous avez parlé de cette maman qui ne se présente pas à un rendez-vous à l'école où elle a été convoquée, et qui ensuite n'ose plus répondre quand on sonne à sa porte. Nous avons vu là une logique de non-coopération, voire d'irresponsabilité vis-à-vis de l'avenir de ses enfants. Vous nous avez dit simplement, parce que nous l'ignorons, ou nous l'oublions, qu'elle a honte d'elle-même, et de son propre échec scolaire. Que l'école est pour elle le lieu d'une souffrance et de l'humiliation. Vous nous avez dit aussi que cette maman est terrifiée à l'idée qu'on lui retire ses enfants, et que terrée dans la peur du jour le jour, elle ne voit plus les conséquences du lendemain. Et qu'elle ne répond plus.

Puis ensemble nous avons analysé un récit qui raconte une visite au domicile d'une famille par des travailleurs sociaux. Là où nous professionnels avions vu la colère du père comme une attitude de non coopération, de rup-

ture, et comme quelque chose de négatif, vous nous avez dit simplement, parce que nous l'ignorons, que l'attitude d'une travailleuse sociale humiliante, et combien il y avait dans cette situation-là une logique de dignité de ce père devant ses enfants, même si ses propos étaient excessifs.

Nous avons aussi parlé de ce rendez-vous qui tourne mal dans un bureau de l'aide sociale : on s'énerve, le ton monte... Mais vous, militants, nous avez dit simplement, parce que nous l'ignorons, que le courrier formulé comme une convocation, reçu trois semaines à l'avance, sans bien en préciser le motif, sans qu'on comprenne tous les articles de loi qui y figurent, ça vous met dans un tel état de stress que tout peut vous passer par la tête. Qu'est ce qui m'attend ? Parfois on n'en dort pas la veille, on a la trouille au ventre, avez-vous dit... et on arrive au petit matin dans une telle fébrilité qu'au moindre mot de travers, tout peut basculer.

Prendre en compte les significations de l'autre... et ses mots

Et les mots ! Les mots, si simples quand nous parlons entre nous, quel sens ont-ils pour ces parents ? Certains professionnels sont arrivés au stage avec l'intention sincère de travailler sur l'adhésion, et d'échanger avec les militants pour mieux savoir « comment recueillir leur adhésion », puisque la loi le leur demande. Ce n'est qu'au bout du troisième jour de stage qu'un militant, visiblement décontenancé par ce terme, finit par livrer : « *moi là je comprends pas ! Pour moi une adhésion c'est quand je prends le journal du 1^{er} janvier au 31 décembre, je paie et je le reçois tous les jours ! Ou quand j'inscris mon gamin au club de foot : je paie l'adhésion... mais là je ne veux pas ça. Je ne suis pas abonné aux services sociaux !* ».

Travailler sur les conditions de l'interaction

C'est un point capital de ce travail : une réflexion sur les condi-

tions et les déterminants de l'interaction est essentielle. Comment peut-on croire parler de l'autre objectivement sans interroger la relation nouée avec lui, comme un entomologiste pourrait parler des fourmis qu'il observe ? Là encore, Cioran le dit sans ambages : « *être objectif, c'est traiter l'autre comme on traite un objet, un macchabée, c'est se comporter en croque-mort* ». Catherine Sellenet le dit de façon plus entendable : « *si les professionnels veulent développer des pratiques bienveillantes, il va leur falloir redéfinir la fonction particulière de l'expertise qu'ils possèdent* ».

Le cadre de travail d'une co-formation est extrêmement rigoureux, condition indispensable pour établir un dialogue égalitaire avec une telle inégalité au départ. La bonne volonté de part et d'autre ne suffit pas. Ce sympathique « à vot'bon cœur » peut marcher sur un versant caritatif, quand aucun rapport de pouvoir n'est interrogé. Ici il s'agit de permettre une confrontation difficile, délicate, voire explosive. Pas d'angélisme : les conditions de l'interaction sont très cadrées par la méthode et par les deux animateurs l'un référent du groupe des militants et l'autre du groupe des professionnels. Ils font cheminer le groupe sur une ligne de crête, en veillant à ne pas tomber, ni dans une amabilité stérile, ni vers un débordement d'agressions réciproques qui couperaient la discussion. Déconstruire sans détruire, c'est le pari que nous faisons.

À titre d'exemple, chaque fin de journée est institué un « débriefing par groupe d'acteurs ». Le formateur référent des professionnels retrouve les professionnels, et le formateur d'ATD retrouve les militants. Dès 2005, au moment d'organiser la toute première co-formation, il m'est apparu impossible de faire sans ce temps de débriefing, soupape indispensable pour ne pas aller au clash ou à l'épuisement. C'est un temps d'expression, un temps pour vider un trop plein d'émotion, d'agacement, d'incompréhension. Un temps aussi pour élaborer ensemble cette expérience. Ainsi de cette professionnelle qui déclare tout de go le premier soir « *je sentais bien que quelque chose*

⁶ De la bienveillance des enfants à la bienveillance des familles ? revue Spirale, N°29, 2004.

n'allait plus dans ma pratique, mais aujourd'hui j'ai pris une enclume sur la tête ».

Grâce à ce debriefing, les militants nous ont aidés à traverser les miroirs déformants de la méconnaissance. En se retrouvant en fin de première journée, ils avaient échangé sur un sujet qu'ils décidèrent de reprendre dès le lendemain matin, qui était resté en travers pour certains. Ils sont revenus vers nous professionnels, en disant comment ils vivent comme profondément blessant et humiliant l'amalgame entre quart-monde et abus sexuel sur les enfants. Nous avons eu cet échange sur les anathèmes réciproques qu'on peut se lancer, ces équations rapides : parents pauvres = parents indignes = parents maltraitants, donc abuseurs. Les professionnels ont alors pu dire eux aussi que l'équation services sociaux = voleurs d'enfants était fautive. La rencontre et le travail étaient à ce prix.

Reconnaître la violence institutionnelle

Puis, au travers des analyses de récits ou de la séquence de théâtre-forum, on a vu comment la recherche de l'adhésion se « transformait » parfois en chantage subtil, puisque la non collaboration est un motif de transmission à l'autorité judiciaire. Malgré les bonnes intentions des professionnels, le piège se referme ! Les professionnels ont réussi à dire que des placements durent, s'éternisent, auxquels personne n'envisage plus de mettre fin, même si les motifs de danger sont éteints. Un parent a alors utilisé, la métaphore de l'horizon pour parler du retour de l'enfant en famille : si vous marchez vers l'horizon, vous ne l'atteignez jamais, puisqu'il recule au fur et à mesure que vous avancez ! Un militant a dit comment le retour de l'enfant est toujours conditionné à quelque chose de plus. Et d'entendre chaque année : « Ah oui ça c'est bien, mais maintenant... Et à nouveau un objectif, un délai... ». Catherine Sellenet citait un père de famille disant à propos du placement de

son enfant « je suis comme dans une prison, avec des interdits partout, une prison virtuelle mais pire qu'une prison réelle car là je ne sais pas combien de temps va durer la peine ».

Une politique de la fragilité

Plus qu'une simple méthode, le croisement des savoirs et des pratiques, est une politique de la fragilité⁷ : il a à voir avec d'autres approches de l'intervention sociale, comme le développement du pouvoir d'agir. Également avec la philosophie sociale et éthique : reconnaissance, responsabilité, dignité, justice sociale, pouvoir, sont des questions sur lesquelles la philosophie apporte un éclairage essentiel. En toile de fond la question politique et démocratique se pose à chacun.

Au fond ce stage permet de traverser certaines conclusions que l'on trouve dans les innombrables rapports produits depuis des décennies à ce sujet. Mais il leur confère une densité réelle, une incarnation dans les vies de femmes et d'hommes dont le quotidien est un combat pour ne pas sombrer. En cela, les mêmes conclusions ont une puissance qui peut refonder une pratique, ou fonder une conviction qui donnera au professionnel un ancrage pour à son tour combattre, insuffler un regard nouveau, ne pas céder à la tentation du découragement ou du savoir clos et mortifère sur l'autre.

Mais il est curieux que quand on présente cette expérience, il se trouve toujours un professionnel pour demander « vous ne pensez pas qu'on peut quand même, dans des dispositifs de soutien à la parentalité, expliquer à des gens démunis comment s'occuper de leur nourrisson, comment élever leur enfant ? ». Comme si j'avais dit le contraire et surtout comme si ce que nous apportions avec ce travail de co-formation invalidait ces pratiques ! Bien sûr que des parents ont besoin d'aide, de soutien et d'être épaulés dans leur apprentissage du devenir parent. Mais ce n'est pas ce dont il est question ici. L'action sociale

est pour une part tutélaire et protectrice, et c'est tant mieux ! Mais pourra-t-on ignorer encore longtemps qu'elle est insuffisamment émancipatrice - et de loin. Ce qui est en jeu, là, c'est bien comment dans un dispositif de dialogue et de pensée ensemble, les professionnels apprennent avec les plus pauvres et apprennent des plus pauvres.

Le pêcheur a la barque où l'espoir l'accompagne⁸

Revenons à la question posée par ce père. Lors de la formation, celui-ci nous parle de la façon dont les rapports des travailleurs sociaux le décrivent, à l'issue notamment de visites à domicile. Il comprend bien ce qui dans son comportement lors de ces visites fait dire à ces deux professionnelles (deux femmes) qu'il est effacé, peu coopératif. Mais quand il lit ce qui est dit de lui, qui ne décrit qu'un aspect de lui et de son effacement en pareille situation, des sentiments mêlés apparaissent : humiliation, colère, désarroi, impuissance. Ce jour-là, parce que le stage avance, que la confiance a pu s'installer, ce père si peu enclin à prendre la parole, tellement sur la réserve, nous fait part d'un profond sentiment d'injustice : « Pourquoi l'assistante sociale elle vient pas me voir quand j'emmène mon gamin à la pêche ou au foot ? ».

Je ne sais pas si vous avez eu la chance d'avoir un père ou un grand-père qui vous emmène à la pêche tôt le matin⁹. Moi oui. Le mien ne parlait guère. Il rouspétait parfois : ah c'est que j'étais là pour apprendre, pas pour philosopher ! Je ne suis pas sûr que ce fût le lieu des grandes discussions. Ce fut plutôt le lieu du silence, des gestes précis, de l'infinie patience. De l'intensité sereine du silence. A une époque où l'on prône le dialogue... comme s'il ne s'agissait que de cela ! Aucun référentiel de compétences parentales ne rendra jamais compte de cette transmission-là. De ce qui s'inscrit-là pour un enfant, durablement, fondamentalement. Mais ce père sera-t-il un jour regardé sous cet angle ? ■

⁷ Expression du philosophe contemporain Fred Poché : Une politique de la fragilité. Éthique, dignité et luttes sociales. Éditions du Cerf, 2004.

⁸ Victor HUGO, les chants du crépuscule

⁹ On voit à quel point la question du genre est à bien des égards encore un point aveugle pour les professionnels et les institutions. Où sont les pères ? entend-on souvent. Sans doute pas dans nos têtes, ni dans nos institutions materno-centrées : de la maternité, à la protection maternelle et infantile, de l'école maternelle aux centres maternels ! Cette question est d'autant plus sensible pour les pères des milieux populaires.